

pour qu'on puisse s'étonner que les méthodistes, sous une apparence de prosélytisme religieux, n'aient été amenés dans l'Orégon que par des affaires commerciales ou agricoles. L'un était tailleur aux États-Unis, un second médecin, un troisième charpentier; ils ne réussissaient pas dans leur profession, et n'ont pris le titre de méthodistes que pour recevoir l'indemnité qui leur est allouée par le comité de Boston, composé de négociants et d'armateurs, et dont, ainsi que les anabaptistes, ils n'étaient pour ainsi dire que les commis marchands.

C'est sur la rive gauche du Ouallamet que sont concentrés les colons américains. Presque tous appartiennent à la classe hardie des *backsettlers* des comtés de l'ouest des États-Unis. Ils sont arrivés dans le Rio-Colombia par terre, n'ayant pour tous biens que leurs carabines; sans famille, ils s'en sont fait une en épousant des femmes indiennes. Quelques-uns sont venus cependant des États-Unis avec des wagons, et l'on s'attend à voir bientôt ce flot de la population émigrante se porter au delà des Montagnes-Rochenses, bien que jusqu'à nos jours ce mouvement se soit opéré de préférence vers les anciennes provinces espagnoles du Nouveau-Mexique et de la Californie.

Le cabinet de Washington attache plus que jamais à l'Orégon un prix parfaitement justifié par son importance, et l'on ne doit pas oublier que le bill de M. Linn, tendant à l'occupation immédiate et au partage des terres entre les colons américains, n'a été rejeté en 1843 par le sénat qu'à la majorité de deux voix. Le dernier message de l'ancien président Tyler et celui plus récent du président Polk confirment cette prétention persévérante. En réclamant la possession absolue de l'Orégon, depuis la Californie jusqu'à l'Amérique russe, à l'exclusion des Anglais, M. Atkinson, membre du sénat, a été jusqu'à demander qu'on s'y établît sans retard en y créant un gouvernement territorial, et le Président lui-même a recommandé l'organisation de postes militaires; mais, si de telles mesures s'accomplissaient, nul doute qu'elles ne fissent rompre les négociations, puisqu'elles seraient une violation manifeste de la neutralité du territoire.